

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - Pour diffusion immédiate

11 M\$ EN CONTRATS OCTROYÉS À DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE PLUS JUSTE ET PLUS RESPONSABLE

Montréal, le 10 février 2023 - Le Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CESIM) a souligné la sixième édition de son initiative L'économie sociale : j'achète! qui réunit 23 entreprises d'économie sociale montréalaises participantes ainsi que 35 grandes institutions et entreprises privées qui se sont engagées à faire appel à l'économie sociale dans le cadre de leur approvisionnement. Cette nouvelle édition est placée sous la thématique de l'achat plus que local, pour mettre en valeur l'économie sociale qui représente un levier majeur pour prendre le virage d'une économie plus juste, plus inclusive et plus équitable.

Soutenir les achats locaux et responsables en faisant affaire avec les entreprises d'économie sociale

Il y a tout juste un an, le gouvernement dévoilait sa Stratégie des marchés publics¹ qui vise à favoriser l'achat de biens et de services québécois et représente, d'ici 2026, une hausse de 1,5 milliard de dollars en achats québécois. Cette stratégie vise aussi plus largement à ce que les organismes publics et les municipalités augmentent leurs achats au Québec. Pour atteindre cet objectif, l'achat auprès des entreprises d'économie sociale est essentiel et l'initiative L'économie sociale, j'achète! portée par le CESIM y contribue.

« L'économie sociale participe à la réussite de plusieurs entrepreneurs, en plus de contribuer au commerce local et à l'achat responsable. Les organismes publics et les grandes entreprises gagnent à prendre part à des initiatives comme celle du CESIM », a souligné Pierre Fitzgibbon, ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministre responsable du Développement économique régional et ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal.

« Bien que des grandes institutions et organisations aient rejoint le mouvement L'économie sociale, j'achète! en accentuant leurs approvisionnements auprès des entreprises d'économie sociale, dans un contexte de transition écologique, il faut accélérer le mouvement pour favoriser l'achat auprès de ces entreprises qui sont plus que locales. Plus que locales, car par leur mission sociale et leur statut d'entreprise collective, un dollar investi en économie sociale en vaut deux : un pour le produit et service que vous achetez et l'autre pour les retombées dans la communauté. Dans un contexte économique difficile associé à une inflation galopante, les besoins dans nos communautés sont encore plus criants. Aussi, acheter auprès de l'économie sociale, c'est un moyen efficace de faire une différence significative », a déclaré Édith Cyr, présidente du CESIM.

Tout récemment, la Ville de Montréal a annoncé la bonification de sa politique d'approvisionnement afin de favoriser l'achat local, responsable et social lorsqu'elle fait l'acquisition de biens et de services². Les achats représentant plus de 3 milliards par année, il s'agit d'un levier important pour développer l'économie locale, circulaire, sociale, sobre en carbone et inclusive.

¹ Gouvernement du Québec – Priorité à l'achat québécois : l'État donne l'exemple

² La Ville de Montréal s'engage en faveur des achats responsables

« La Ville de Montréal entend utiliser davantage le puissant levier qu'est son approvisionnement pour soutenir le développement et la croissance des entreprises d'économie sociale sur son territoire. Avec l'adoption de sa nouvelle Politique d'approvisionnement pour favoriser l'achat local, responsable et social, la Ville souhaite aller encore plus loin. L'ajout de critères sociaux, environnementaux et économiques lorsqu'elle fait l'acquisition de biens et de services permettront de développer une économie inclusive, locale, circulaire, sociale et sobre en carbone. En favorisant les fournisseurs dont les pratiques vont dans ce sens, notamment les fournisseurs d'économie sociale, la Ville agit concrètement pour atteindre ses ambitieux objectifs de transition écologique », souligne Magda Popeanu, responsable de la performance organisationnelle au comité exécutif de la Ville de Montréal.

L'économie sociale : j'achète!, une initiative qui vise à soutenir les entreprises d'économie sociale pour développer leurs liens d'affaires avec les grandes institutions

Lors de la cinquième édition de L'économie sociale : j'achète ! en 2022, près de 130 contrats ont été signés pour une valeur totale de plus de 11 millions de dollars. Ceux-ci ont, entre autres, contribué à la réinsertion socioprofessionnelle de personnes éloignées du marché du travail, à la lutte pour la sécurité alimentaire et au verdissement d'espaces publics. L'économie sociale : j'achète ! a permis aux entreprises d'économie sociale participantes de développer des liens d'affaires avec les grands acheteurs et plus de la moitié d'entre elles soulignent que l'initiative s'est révélée indispensable dans le cadre de la signature de ceux-ci. Depuis le lancement de l'ESJA en 2013, ce sont près de 1800 contrats qui ont été signés entre les entreprises d'économie sociale et les institutions publiques et privées participantes pour un chiffre d'affaires de plus de 55 millions de dollars.

« L'initiative L'économie sociale : j'achète! portée par le CESIM depuis plusieurs années est à la fois un programme de soutien et d'accompagnement aux entreprises d'économie sociale dans leurs développements d'affaires auprès d'acheteurs potentiels et une occasion pour ces grands donneurs d'ordre ou acheteurs de découvrir l'offre de services des entreprises d'économie sociale montréalaise. Les activités de maillage « Comment faire affaire avec... » sont des occasions de provoquer des rencontres entre les partenaires signataires, qui y voient des occasions de mettre en œuvre et de développer leur politique d'achats responsables, et les entreprises d'économie sociale, dont les contrats et partenariats leur permettent d'accroître leurs retombées dans la communauté. C'est une initiative gagnante pour tout le monde! », déclare madame Édith Cyr, présidente du CESIM

Des institutions telles qu'Hydro-Québec ou Énergir participent à l'effort collectif en choisissant de faire partie de l'initiative. Depuis l'adhésion d'Hydro-Québec auprès de l'initiative L'économie sociale : j'achète!, Bertrand Gimat, chef des orientations stratégiques en approvisionnement, considère que les occasions de faire affaire avec la société d'État se multiplient pour les entreprises d'économie sociale. D'ailleurs, il souligne que « Hydro-Québec souhaite s'imposer comme un chef de file en la matière et insuffler du dynamisme à ce mouvement » et y voit de beaux avantages pour la société d'État : « Les entreprises d'économie sociale ont des prix compétitifs, de l'écoute pour nos besoins et de la transparence dans leurs communications. Généralement, de petites structures peuvent être plus agiles que de grandes entreprises. Cette agilité leur donne la capacité de répondre aux besoins spécifiques d'Hydro-Québec. Et la qualité du service rendu est au rendez-vous ! ».

Du côté d'Énergir, signataire de l'initiative L'économie sociale : j'achète ! depuis 2017, l'institution veut inspirer d'autres grands donneurs d'ordres à rejoindre le mouvement. « Énergir souhaite être la première entreprise en Amérique du Nord à se conformer à la norme ISO 20400. Les démarches vont bon train », mentionne Jonathan Girard, directeur, approvisionnement biens et services. Cette norme internationale fournit des lignes directrices sur les achats responsables. Elle est utilisée par les organismes qui ont l'intention d'améliorer leur durabilité sociale, économique et environnementale. Il ajoute que le développement durable est au cœur de ses préoccupations. « Nous tenons à apporter une contribution positive à la collectivité et à réduire notre empreinte environnementale dans chacune des actions que nous entreprenons », explique-t-il.

L'initiative L'économie sociale, j'achète! s'agrandit à l'échelle du Québec, notamment au Bas-St-Laurent, dont le Pôle d'économie sociale Bas-St-Laurent est accompagné par le CESIM. « Nous sommes très fiers que l'expérience du CESIM puisse bénéficier à d'autres acteurs dans les régions du Québec, afin que cette initiative se déploie encore plus largement à l'échelle québécoise. », a ajouté madame Cyr.

Le CESIM souhaite que cette sixième cohorte inspire d'autres institutions et entreprises montréalaises à revoir leurs pratiques d'approvisionnement et à se joindre au mouvement de l'économie sociale. C'est un appel à toutes les organisations et institutions pour mettre en place des achats responsables, durables et inclusifs, auprès des entreprises d'économie sociale !

Merci à nos partenaires

Le CESIM tient à remercier la Ville de Montréal et le Gouvernement du Québec pour leur soutien financier. Il salue également l'apport de l'École des entrepreneurs du Québec, son partenaire de formation-coaching dans le cadre de l'initiative l'ESJA.

À propos du CESIM

Le CESIM est l'instance montréalaise de développement en matière d'économie sociale dont la mission est de faire rayonner et d'amplifier ce mouvement. Il a pour mandats de promouvoir et de soutenir l'émergence, le développement et la consolidation d'entreprises et de projets d'économie sociale, tout en favorisant la concertation et les partenariats avec les acteurs locaux et régionaux. Reconnu par l'Agglomération de Montréal, le CESIM agit comme Pôle régional en économie sociale, à l'instar des 21 autres Pôles régionaux du Québec.

- 30 -

Entrevues et renseignements :

CESIM
Laetitia Laronze
Responsable des communications
llaronze@esmtl.ca
514 876 5255 #103